

Amériques latines en luttés !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Amérique latine » du
NPA

N° 4 fev./avril 2010
Prix libre



<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

EDITO : "Copenhague : cet échec est le leur, pas le notre !"

L' échec attendu des "accords" gouvernementaux à Copenhague est à l'opposé du résultat des mobilisations: une grande convergence des militants politiques, du mouvement écologiste, des mouvements sociaux. Cependant, au milieu des rencontres officielles, Hugo Chavez et Evo Morales ont su rendre ce sommet plus intéressant et accompagné le climat de radicalité générale exprimée par les centaines de jeunes, syndicalistes, militants de différents pays. Le président vénézuélien, dans son discours, a accusé les pays riches d'être responsables de l'impasse actuelle par manque de volonté politique et d'un programme de baisse drastique des émissions de CO2. Inspiré par les panneaux du défilé haut en couleurs du samedi 12 décembre, il s'est exclamé : "Si le climat était une banque les gouvernements des pays riches l'auraient déjà sauvé". En ce qui concerne Morales, il s'est réuni avec les mouvements sociaux et a présenté sa proposition d'un référendum pour rétablir des nouveaux rapports entre les individus et la nature, pour mettre un frein au consumérisme capitaliste... La mobilisation des organisations associatives, syndicales et politiques venant des différents continents a été au-delà des espérances des Danois eux-mêmes. Non seulement par la participation massive (100000 personnes à la manifestation du 12), mais aussi par leur détermination à dénoncer le système capitaliste comme responsable du réchauffement climatique et la crise écologique mondiale. Le même état d'esprit animait les forums alternatifs éparpillés dans toute la ville. Les thèmes choisis, les discussions, des préoccupations militantes révélaient la radicalité des propos de chacun. Décidé à y participer activement, le NPA, avec une centaine de militants, était présent à la manifestation de façon très visible (banderoles, tracts et drapeaux) et suivis de mots d'ordre concernant l'anti-impérialisme, l'anticapitalisme, l'antiracisme, et pour la défense d'une autre société...

Le NPA a également participé au forum alternatif et l'une des grandes réussites a été le forum sur l'écocosocialisme, animé par Michael Löwy, avec une camarade du Canada, un autre de l'Allemagne et le jeune Peter Nielsen du Danemark. Le thème a suscité un long débat dans une salle bondée avec la participation d'un public composé de syndicalistes, de féministes, de militants latino-américains, de militants anti-racistes. Le meeting du RGA (Alliance Rouge et Vert - Danemark) était lui aussi un succès avec plus de 200 personnes, cependant les élus suédois, portugais et grecs ont présenté les enjeux du sommet de façon décalée par rapport aux attentes d'un public qui ne se fatiguait pas d'exprimer sa détermination à se positionner en dehors des discours et stratégies institutionnels. Le NPA est intervenu et le sigle du parti à peine cité, la salle a salué notre présence par une ovation, ce qui a révélé la popularité du parti au sein des militant-e-s présents. A la fin du meeting, la salle scandait les mots d'ordre que les français avaient lancé à la manifestation du 12.

A souligner le rôle des peuples originaires du pôle Nord, de l'Amérique latine et d'autres latitudes : ils ouvraient la manifestation du samedi avec leurs habits traditionnels, leurs fronts graves et résolus. Ils ont animé des forums souvent très politiques et suscité de nombreux débats grâce à leurs propositions concernant une société alternative au capitalisme, contre les mesures impérialistes dans leurs territoires, et en ce qui concerne les initiatives à prendre au cours du prochain Sommet Union européenne-Amérique latine en mai prochain à Madrid. Les organisations indigènes proposent particulièrement de se mobiliser pour empêcher les ravages des transnationales et des pays impérialistes au travers d'Accords d'association qu'ils veulent imposer à leurs peuples. Cette fois-ci encore, le NPA aura un vrai rôle à jouer à leurs côtés.

SOMMAIRE

EDITO : COPENHAGUE

HAÏTI : QUELLES PERSPECTIVES APRES LA CATASTROPHE ?

AU DELA DU FORUM SOCIAL MONDIAL, LA CINQUIEME INTERNATIONALE ?

HONDURAS : DU COUP D'ÉTAT AUX ELECTIONS FRAUDULEUSES

BOLIVIE : EVO MORALES ANNONCE UN SOMMET CLIMATIQUE

ARGENTINE : REVOLTES POPULAIRES

BRESIL : LA LUTTE CONTRE LES MILICIAS

CHILI : RETOUR DE BATON

MINEURS DU MEXIQUE EN LUTTE

AGENDA





Haïti : quelles perspectives après la catastrophe ?

Le 12 Janvier 2010 un séisme d'une rare violence a frappé notre pays avec des conséquences dramatiques sur les populations de plusieurs communes des Départements de l'Ouest, du Sud-est et sur l'ensemble du pays. Ce tremblement de terre d'une magnitude de 7.3 sur l'échelle de Richter et son cortège de pertes irréparables ont endeuillé notre pays tout en créant des douleurs insoutenables. Ce drame qui nous affecte aujourd'hui est sans aucun doute l'un des plus graves de toute notre histoire et cause un profond traumatisme qui marquera le 21ème siècle haïtien. Les bilans partiels communiqués jusqu'ici tentent passablement d'exprimer une réalité effroyable et indicible, c'est-à-dire l'horreur que nous avons vécu ensemble durant ces interminables 35 secondes. Plus de 150.000 morts, 500.000 blessés, plus d'un million de sans abris, des dizaines de milliers d'amputés, plus de 300.000 personnes réfugiées en province, plus de 3 millions de sinistrés dévastés qui, en une minute, ont vu se transformer à jamais leurs vies, leurs familles et leurs sociétés.

Nos organisations ont toutes été profondément bouleversées par cet événement. [...] Il est indispensable malgré la douleur que nous ressentons tous et toutes de réfléchir sur ce qui vient de se passer et de tirer de cette tragique expérience les leçons et les orientations qui nous permettront de poursuivre notre inlassable travail de construction d'un autre pays capable de vaincre le cycle de l'effondrement et la dépendance et de se placer à la hauteur des rêves d'émancipation universelle de ses fondateurs et de tout le peuple haïtien. L'ampleur du désastre est sans aucun doute liée à la nature de l'État dans notre pays, un héritage historique colonial et néocolonial et la mise en place des politiques néolibérales au cours des 3 dernières décennies. L'hypercentralisation autour de la « République de Port-au-Prince » décidée par l'occupation américaine de 1915 est certainement un des facteurs déterminants. En particulier, la complète libéralisation du marché de l'immobilier a ouvert un espace de spéculation débridé aux flibustiers de tout poil.

Nous sommes très émus par l'extraordinaire élan de solidarité manifesté par la population de la région métropolitaine qui pendant les 3 premiers jours suivant le sinistre ont su répondre par l'auto-organisation en construisant 450 camps de réfugiés qui ont contribué à

sauver des milliers de personnes prisonnières des décombres et a rendu possible la survie de 1.5 millions de personnes grâce au partage communautaire de toutes les ressources disponibles (nourriture, eau, vêtements). Honneur et respect à la population de Port-au-Prince ! Ces mécanismes spontanés de solidarité doivent jouer un rôle essentiel dans le processus de reconstruction et de re-conceptualisation de l'espace national.

[...] Nous, les responsables des organisations et plateformes suivantes, à la suite de plusieurs rencontres pour analyser la nouvelle situation et définir des stratégies communes adoptons un positionnement qui se fonde sur les éléments d'orientation suivants :

- Contribuer à préserver les principaux acquis des mouvements sociaux et populaires haïtiens menacés par la nouvelle situation
- Contribuer à répondre aux besoins urgents de la population en mettant en place des centres de services communautaires disposant de capacités adéquates pour répondre aux besoins suivants : alimentation, soins de santé primaire, assistance médicale et psychologique suite aux chocs subis lors du séisme
- Profiter des projecteurs de la grande presse braqués sur notre pays pour diffuser une image différente de celle projetée par les forces impérialistes
- Mettre en place de nouvelles façons de faire visant à dépasser l'atomisation et la dispersion qui constituent l'une des principales faiblesses de nos organisations. Ce processus de rapprochement doit démarrer avec la structuration d'un espace commun devant accueillir provisoirement nos 6 équipes qui continueront à travailler de façon autonome tout en veillant à la mise en place de mécanismes permanents d'échanges et de travaux mutualisés. Nous veillerons à ce que puisse être imposée une démarche collective dans la recherche de réponses communes à nos problèmes et la construction d'alternative démocratique populaire réelle et viable.

En ce qui a trait à la situation d'urgence, nous sommes en train de mettre en place des centres de services de quartiers. [...]. L'aide d'urgence à laquelle nous participons se veut alternative et nous comptons développer un travail de plaidoyer afin de dénoncer les pratiques traditionnelles dans le champ des interventions humanitaires qui ne respectent pas la dignité des victimes et qui s'inscrivent dans le cadre d'un processus de renforcement de notre dépendance. Nous plaidons pour une aide humanitaire adaptée, respectueuse de

notre culture et de notre environnement et qui ne détruit pas les constructions d'économie solidaire mises en place depuis plusieurs décennies par les organisations de base avec lesquelles nous travaillons. Nous tenons pour finir à saluer encore une fois l'extraordinaire élan de générosité qui a animé l'opinion publique mondiale autour du drame que nous vivons. [...] L'aide humanitaire massive est aujourd'hui indispensable compte tenu de l'ampleur de la catastrophe, mais elle doit être structurante en s'articulant avec une vision différente du processus de reconstruction. Elle doit s'inscrire en rupture avec les paradigmes dominant les circuits traditionnels de l'aide internationale. Nous souhaiterions voir naître des brigades internationalistes de solidarité travaillant en compagnie de nos organisations à la lutte pour la réalisation d'une réforme agraire et d'une réforme foncière urbaine intégrée, à la lutte contre l'analphabétisme et pour la reforestation, à l'édification de nouveaux systèmes universels, décentralisés et modernes d'éducation et de santé publique. Nous devons aussi proclamer notre colère et notre indignation face à l'instrumentalisation qui est faite de la crise haïtienne pour justifier une nouvelle invasion de 20.000 marines américains. Nous dénonçons ce qui risque de devenir une nouvelle occupation militaire, la troisième de notre histoire par des troupes étasuniennes. Elle entre clairement dans la stratégie de remilitarisation du bassin de la Caraïbe dans le cadre de la réponse de l'impérialisme américain à la révolte croissante des Peuples du continent face à la mondialisation néolibérale. Elle s'inscrit aussi dans une stratégie de guerre préventive face à un éventuel éclatement social venant d'un Peuple écrasé par la misère et se retrouvant dans une situation de désespoir. Nous dénonçons le modèle appliqué par le Gouvernement américain et la réponse militaire face à une tragique crise humanitaire. La mainmise sur l'aéroport Toussaint Louverture et d'autres

infrastructures stratégiques du pays a conduit à priver le Peuple haïtien d'une partie des contributions venant de la CARICOM, du Venezuela et de certains pays européens. Nous dénonçons la méthode adoptée et refusons que notre pays soit transformé en une nouvelle base militaire. Nous, dirigeants des organisations et



plateformes initiatrices de cette démarche, nous vous écrivons aujourd'hui pour vous transmettre notre première analyse de la situation. Nous sommes convaincus, comme vous l'avez déjà manifesté, que vous continuerez accompagner notre travail et nos combats dans le cadre de la construction d'une alternative nationale, source de renaissance de notre pays éprouvé par une horrible catastrophe et se battant pour sortir du cycle de la dépendance.

Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) - www.papda.org

Honduras. Du coup d'État aux élections frauduleuses

Comme nous l'avons signalé antérieurement¹, en raison de l'isolement international et de la résistance populaire, les putschistes honduriens ont trouvé dans les élections de novembre dernier une alternative pour surmonter la crise et une manière d'empêcher le retour au pouvoir du président déchu Manuel Zelaya. En ce sens, les secteurs conservateurs et réactionnaires du pays ont découvert en Porfirio Lobo Sosa, le candidat idéal : un propriétaire terrien et entrepreneur de la région d'Olancho², membre du Parti National -pour lequel il a été trois fois député- et surtout, un dirigeant qui a appuyé le coup d'État contre Zelaya et soutenu les actions de Roberto Michelletti. Tout cela a également été rendu possible grâce à l'appui et la complaisance offerts par l'armée hondurienne, les médias, la hiérarchie catholique, l'oligarchie nationale et régionale, ainsi que le gouvernement des États-Unis. Derrière cette crise politique, il y a la peur des classes dominantes face aux gains de luttes collectives, tout comme une crainte de l'avancée des idées bolivariennes dans la région. Autrement dit, un mouvement social et politique qui mettait en danger le *status quo* et rendait nécessaire à leurs yeux son élimination à tout prix, y compris par une répression étatique accrue. Pour illustrer cette mentalité de l'oligarchie en Amérique centrale, on peut citer la "visite de courtoisie" qu'ont réalisée vingt-cinq représentants du secteur patronal guatémaltèque au gouvernement putschiste de Michelletti en août, malgré la condamnation unanime de la « communauté internationale », particulièrement des pays membres de l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) et de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). D'autre

¹ <http://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-honduras-le-r%C3%A9gime-putschiste-doit-tomber>

² Il est également diplômé de l'Université de Miami en Administration d'entreprises.

part, soulignons que l'administration de Barack Obama a implicitement appuyé le coup d'État, accordant la même importance aux négociations avec les putschistes qu'avec le gouvernement de Zelaya. Elle a d'ailleurs retardé les processus de négociation après avoir cherché la médiation du président conservateur Oscar Arias (Costa Rica) et, sans surprise, Washington a donné son aval aux élections présidentielles organisées ensuite.

Ainsi, les élections du 29 novembre dernier se sont tenues sous un régime putschiste marqué par les disparitions extrajudiciaires, les meurtres, la répression et la torture. En outre, ces élections se sont déroulées sans la reconnaissance du peuple hondurien mobilisé et d'une grande partie de la communauté internationale. Initialement, seuls les gouvernements des États-Unis, du Panama, de la Colombie et de la République dominicaine ont reconnu les résultats électoraux : une marée abstentionniste (environ 60%) de laquelle « Pepe Lobo » est sorti « gagnant ». Quant à l'Union Européenne, plutôt que de s'intéresser au retour à un ordre constitutionnel, elle se préoccupe davantage de la stagnation des négociations autour des Accords d'Association qui doivent déboucher sur la signature de traités de libre commerce avec l'Amérique centrale. Jusqu'à présent, la France et l'Espagne ont reconnu le gouvernement né de ces élections frauduleuses.

Pourtant, la résistance populaire continue : différentes organisations étudiantes, sociales, paysannes, indiennes, syndicales et de femmes ont réussi à converger dans le Front national de résistance populaire contre le coup d'État (FNRP), non seulement pour dénoncer la rupture de l'ordre démocratique, mais aussi pour élargir les demandes du peuple hondurien : poursuite et approfondissement des réformes sociales, réalisation d'un référendum populaire et instauration d'une Assemblée Nationale Constituante. Une minorité de secteurs sociaux et de partis politiques de gauche qui considéraient nécessaires de participer malgré tout aux élections passées, se retrouvent aujourd'hui aux côtés du gouvernement de Porfirio Lobos. Cette attitude opportuniste est

par exemple celle de Marvin Ponce, qui après avoir été élu député pour Unification Démocratique (centre gauche) a fait un virement à droite et ainsi affaiblit l'unité créée entre mouvements sociaux et les partis de gauche qui soutiennent les revendications du FNRP.

Sur le plan international, les actions de solidarité avec le peuple hondurien se poursuivent nous seulement en Amérique latine mais également en Grèce, en Italie, en Espagne ou en France, grâce à l'organisation de meetings de solidarité, de rassemblements dénonçant les violations des droits de l'homme de la part des forces armées et des groupes paramilitaires, ainsi que de forums ou de débats sur les implications politiques du premier coup d'État du XXI^e siècle. En France, le travail d'Alerte Honduras³, aux côtés d'autres associations de solidarité, est un exemple de cette internationalisation des luttes. Plus que jamais, il est nécessaire de soutenir les mobilisations populaires honduriennes et de suivre le travail infatigable du Front national de résistance, et ce malgré le harcèlement constant des forces de police depuis plus de huit mois. Leur travail consiste maintenant à organiser et à mobiliser la population hondurienne, en mettant en évidence le fait que les élections du 29 novembre ne constituent en aucun cas une sortie de crise mais plutôt son prolongement au service de l'oligarchie.

Miguel Ceto



³ <http://www.alerte-honduras.org/>

La lutte contre les *milicias* en défense des droits humains au Brésil

Entretien avec Marcelo Freixo, député du PSOL de l'État de Rio de Janeiro, président de la commission parlementaire d'enquête sur les activités des *milicias* dans les favelas de Rio et avec Vinicius Jorge, commissaire de police et membre de la même commission.

Votre lutte est centrée contre les *milicias*. Que sont-elles exactement et depuis quand possèdent-elles autant de pouvoir dans les quartiers défavorisés à Rio de Janeiro?

Marcelo Freixo : Les *milicias* sont essentiellement des structures maffieuses constituées de groupes de policiers en activité, mêlant des agents de la police civile, de la police militaire, du corps des pompiers et des agents pénitentiaires. Ces groupes dominent en particulier les quartiers les plus pauvres et ceux à la périphérie du centre ville - plus de 200 sont aujourd'hui sous leur contrôle à Rio. Les *milicias* existent depuis 2001 principalement dans l'Etat de Rio de Janeiro. Mais si rien n'est fait, elles pourraient s'étendre rapidement à tout le Brésil, car leur existence répond à des caractéristiques qui sont propres à tout le Brésil: la corruption politique et policière, une très grande fragilité du processus politique et démocratique. Elles ont la main mise sur différentes activités économiques dans ces quartiers qui vont du contrôle du service public à la taxation directe des habitants et des commerces au prétexte de garantir la sécurité, amassant ainsi un profit impressionnant. Par exemple, à la suite d'une enquête que nous avons menée, nous avons constaté que l'un de ces groupes est arrivé à récolter jusqu'à 1,5 millions d'euros par mois dans un seul quartier de Rio.

Comment ce phénomène a-t-il pu surgir ?

Vinicius Jorge : Il est le résultat d'un rapport particulier entre la police, l'Etat et la société. Ces policiers, pompiers, etc. qui sont aujourd'hui devenus des *milicianos*, il y a une dizaine d'années, étaient déjà extrêmement violents et corrompus. Ils étaient pour ainsi dire les employés des hommes politiques qui contrôlaient alors ces secteurs. Ils levaient des fonds parallèles pour les campagnes électorales et assuraient le contrôle coercitif de cette manne électorale. Pour réaliser ces missions, ils volaient, tuaient et étaient tués, etc. Puis, ils se sont dits que s'ils étaient capables de faire tout cela pour assurer à un homme politique le contrôle sur un territoire, ils pouvaient le faire pour leur propre compte. Plus tard, ils ont réalisé qu'ils pouvaient également devenir des candidats politiques et c'est ainsi qu'ils sont entrés au Parlement à partir de 2004. On compte aujourd'hui parmi des *vereadors*, des députés, des préfets et des sénateurs. Pire encore, durant une bonne partie de cette période, de 2003 à 2007, à Rio tout cela se faisait au grand jour et les secteurs dominants, la classe moyenne, la presse et même certains secteurs plus populaires disculpaient ces *milicias*, en disant qu'elles étaient un mal mineur par rapport au trafic de drogues.

MF : Il existe ainsi un discours construit, moral, de l'ordre où il n'est fait aucune différence entre le discours du policier et celui du *miliciano*. Comme il est un policier, il jouit de reconnaissance au sein de la société. Cela explique que la classe politique tente de légitimer plutôt que d'affronter ces *milicias*. D'ailleurs, les secteurs qui forment et contrôlent l'opinion publique ont aidé considérablement à les asseoir dans ces zones. L'ancien maire de la ville de Rio de Janeiro, par exemple, a publiquement déclaré les *milicias* comme un instrument légitime « d'autodéfense des communautés ».

Vous êtes engagés dans une Commission d'Enquête Parlementaire depuis 2008 pour lutter contre ces *milicias*. En quoi consiste exactement le travail au sein de cette commission?

MF : Notre travail consiste surtout à montrer et dénoncer le fonctionnement des *milicias*, le nombre de morts qu'elles provoquent et l'étendue de leur pouvoir illicite. Comme leur violence est blanchie par l'Etat, il s'agit un phénomène très pervers, car ce n'est pas seulement la violence armée mais aussi l'infiltration dans la vie politique qui enracinent ces mafias. Alors, le travail de la commission est précisément de lutter contre cette corruption. Aujourd'hui, le contexte devient favorable car il y a une volonté généralisée d'affronter les milices. Un certain nombre de leurs leaders ont été emprisonnés, mais leurs bras économiques n'ont pas été coupés et donc leurs capacités de croissance politique dans le système de représentation politique directe non plus.



VJ : Pour cela, il est fondamental de s'attaquer aux activités économiques exploitées par les *milicias* et de détruire leurs appuis politiques. Dans cette optique, nous avons fixé différents objectifs : 58 propositions qui exigent de l'Etat de reprendre ses obligations. En réalité nous n'inventons rien, nous exigeons qu'il fasse ce qu'il devrait faire.

MF : Il faut donc une décision politique de l'Etat et pour cela un regard international est nécessaire, car la mafia n'existe pas seulement à Rio ou au Brésil. Il faut que cela concerne également la Communauté Européenne, car ici les droits de l'homme et la démocratie sont en danger. Aujourd'hui ces mafias sont à Rio, mais elles commencent à se développer dans l'ensemble du pays et demain des connexions avec les mafias européennes seront établies...

Vous êtes menacés de mort à cause de vos activités contre les *milicias*. Comment avez-vous pris la décision d'entamer cette lutte vu les risques que cela implique ?

MF : Tout cela n'est pas naturel. Ce n'est pas naturel d'être confrontés à cette mafia, d'avoir une police violente, corrompue qui tue 3 personnes par jour, d'avoir un nombre

absurde d'homicides (50 000 homicides par an), pourtant tout cela peut être vécu comme normal ! Or, si nous sommes au Parlement, c'est pour affronter tout cela, ou alors mieux vaut ne pas y être. Nous pourrions chercher une autre voie, mais si nous avons choisi la lutte politique c'est pour nous attaquer à ce qui atteint le plus la population. Nous n'avons pas le moindre droit de nous poser la question s'il faut ou non affronter la mafia. C'est donc notre obligation, même s'il y a des risques. Travailler pour garantir les droits de l'homme à Rio, être un policier honnête qui n'est pas impliqué dans la corruption, cela est toujours risqué.

VJ : Nous savions exactement où nous mettions les pieds, alors des menaces de mort étaient absolument prévisibles. Nous embarquer dans cette lutte était pourtant nécessaire, car c'est bien notre obligation: je suis policier, Marcelo député, et la population se fait tuer. On nous dit souvent que cela est très courageux de notre part. Mais ce n'est pas le cas, car je crois que c'est sûrement la peur qui nous pousse dans cet engagement : la peur de ce qui peut arriver à l'avenir si l'on laisse ces mafias de développer.

Propos recueillis par Bettina Ghio et Naima Di Piero / entretien à lire en version longue sur www.contretemps.eu

Au delà du Forum Social Mondial, la cinquième internationale ?

*Extrait d'une conversation avec le journal brésilien **Brasil de Fato**, d'Eric Toussaint, président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) en Belgique.*

Comment évaluez-vous les deux visions différentes exposées lors du débat d'ouverture du Forum Social Mondial (FSM), c'est-à-dire, celle qui, d'un côté, propose l'utilisation du Forum comme plate-forme politique et celle qui, d'un autre côté, défend que l'événement garde sa forme originelle d'espace d'échange d'idées ?

Eric Toussaint – Nous avons besoin d'un instrument international pour déterminer des priorités en termes de revendications et d'objectifs à atteindre, un calendrier commun d'actions, un élément de stratégie commune. Si le Forum ne le permet pas, il faut construire un autre instrument, sans pour autant éliminer ou quitter le Forum. Je pense qu'il a sa raison d'être. Mais puisqu'un secteur du FSM ne veut pas que celui-ci se transforme en instrument de mobilisation, il vaut mieux construire un autre instrument avec les organisations et les individus qui sont convaincus que c'est ce dont nous avons besoin. Cela n'empêcherait pas de continuer à

intervenir activement dans le Forum. Je dis cela pour éviter une scission, un débat sans fin qui paralyse plus qu'il n'aide. C'est clair qu'il y a un secteur qui préfère maintenir le Forum Social Mondial comme un lieu de discussion, de débat, et ne souhaite pas sa transformation en un instrument pour l'action.

C'est un secteur assez fort, non ?

Oui. D'une certaine manière, c'est une partie du noyau historique qui a participé à la création du Forum. Mais ce n'est pas tout le noyau historique puisque le MST (Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra) qui est favorable à la transformation du FSM a également participé à sa naissance. Le CADTM fait aussi partie du Conseil international du Forum depuis sa création en juin 2001. Mais c'est évident que des organisations comme IBASE (Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas) et des personnalités comme Chico Whitaker et Oded Grajew s'opposent à l'évolution vers un instrument de lutte. Par ailleurs, ce qui me préoccupe, c'est d'arriver à Porto Alegre et de voir que le séminaire "10 ans après" est patronné par Petrobras, Caixa, Banco do Brasil, Itaipu Binacional, et avec une forte présence des gouvernements. Cela me préoccupe vraiment. J'aurais de loin préféré un Forum avec moins de moyens financiers mais plus militant. Nous pouvons nous appuyer sur des forces bénévoles militantes, loger chez des militants à la ville ou à la campagne, organiser des hébergements dans des complexes sportifs, des écoles...

A quel nouvel instrument faites-vous allusion ?

Il existe une proposition qui, à la vérité, a eu relativement peu de répercussion. Il s'agit de l'appel que Hugo Chávez a lancé fin novembre 2009 pour la création d'une Cinquième Internationale qui réunirait des mouvements sociaux et des partis de gauche. Je pense que c'est, en principe, très intéressant. Ce pourrait être une perspective s'il y a une réflexion, un dialogue entre partis et mouvements sociaux : une Cinquième Internationale comme instrument de convergence pour l'action et pour l'élaboration d'un modèle alternatif. Mais, selon moi, elle ne constituerait pas une



organisation comme les Internationales antérieures qui étaient – ou sont encore puisque la Quatrième Internationale existe toujours - des organisations de partis avec un niveau de centralisation assez élevé. Je pense que la Cinquième Internationale ne devrait pas avoir un haut niveau de centralisation et ne devrait pas impliquer une auto-dissolution des réseaux internationaux ou d'une organisation comme la Quatrième Internationale. Ceux-ci pourraient adhérer à la Cinquième Internationale en gardant leurs caractéristiques mais une telle adhésion démontrerait

que tous les réseaux ou grands mouvements ont la volonté d'aller plus loin que des fronts ponctuels comme les coalitions sur le climat et la justice sociale, la souveraineté alimentaire, la dette... [...]. Les derniers mois ont démontré à nouveau la nécessité d'augmenter la capacité de mobilisation car la mobilisation contre le coup d'Etat du Honduras a été totalement insuffisante. C'est préoccupant parce que, comme les Etats-Unis appuient le coup d'Etat en légitimant les élections qui ont suivi [8], les forces putschistes du monde entier considèrent que c'est à nouveau une option raisonnable. Au Paraguay, par exemple, la discussion entre les putschistes tourne autour de "Quand ?" et "Comment ?". Ils sont convaincus qu'il faut un coup d'Etat à partir du Congrès National contre le président Fernando Lugo. Cela montre bien que la mobilisation à propos du Honduras a été insuffisante. Cela a aussi été le cas pour Copenhague et, maintenant, pour Haïti. La riposte à l'intervention des Etats-Unis en Haïti est totalement insuffisante.

Croyez-vous qu'avec la crise mondiale, une nouvelle ère de multipolarité a été inaugurée ou pourrait commencer dans un futur proche ?

Il est évident que la domination économique des Etats-Unis n'est pas la même qu'il y a 20 ans. Les Etats-Unis ont perdu la domination économique mais c'est le seul pays qui combine domination industrielle - malgré que cet aspect soit en train de s'affaiblir -, une monnaie internationale - bien qu'affaiblie, elle reste la principale monnaie internationale - et une présence militaire permanente dans plus de cent pays. Elle dispose d'une capacité d'invasion. En quelques jours, ils envoient 15.000 soldats en Haïti. Par conséquent, oui, ils continuent d'être une puissance capable d'attaquer, d'envoyer des troupes, des équipements, du matériel militaire dans différents endroits de la planète. Le cas de Haïti est emblématique car il montre que les Etats-Unis ont une grande capacité de réaction, et très rapide. La puissance états-unienne continue à être la principale au monde en termes géostratégiques. D'accord, de nouvelles puissances sont en train de se renforcer comme la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, qui sont des puissances régionales. Il y a également bien sûr

l'Union européenne. Le concept qui, pour moi, définit bien la situation internationale du Brésil est le concept d'"impérialisme périphérique". Pourquoi "impérialisme" ? Parce que le Brésil considère les pays voisins de la même manière qu'un pays impérialiste traditionnel considère les pays où il fait des investissements. Le Brésil regarde ses voisins comme le lieu de destination des investissements des entreprises transnationales brésiliennes et la politique extérieure du gouvernement brésilien tend à appuyer la stratégie d'extension de ces entreprises : Petrobras, Vale do Rio Doce, Odebrecht, etc., qui sont présentes en Bolivie, en Equateur, au Pérou, au Venezuela, au Chili, en Argentine, et même en Afrique où elles réalisent des investissements importants. Cependant, il existe un caractère multipolaire dans le sens où il n'y a pas de super-impérialisme. Par ailleurs, les dénommés Bric's (acronyme pour Brésil, Russie, Inde et Chine) ne se constituent pas en alternative progressiste aux vieux impérialismes (les Etats-Unis, l'Union européenne, le Japon). Ce qu'ils veulent, c'est négocier avec ces vieux impérialismes leur place dans la division internationale des pouvoirs, du travail, de l'économie mondiale et de l'accès aux ressources naturelles. Donc je considère qu'aucune puissance ne joue un rôle progressiste que nous pourrions appuyer. Ce qui existe au niveau alternatif, c'est une initiative comme l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques, proposée par le président vénézuélien Hugo Chávez) dont les composantes, heureusement, ne sont pas des pays impérialistes. Des alternatives régionales comme l'ALBA sont très importantes. Ma préoccupation à ce sujet est qu'il faudrait accélérer le processus et aller au-delà des discours, en augmentant beaucoup plus l'intégration entre ces pays. Mais il faut mettre en évidence les choses positives : à la réunion de l'ALBA du 25 janvier, on a décidé d'abolir la dette d'Haïti à l'égard des pays membres, donnant ainsi une leçon aux puissances qui se réunissaient à Montréal le même jour et qui discutaient de l'allègement de la dette conditionné à des mesures d'ajustement structurel.

Suite de l'entretien sur :

www.cadtm.org/spip.php?page=imprimer&id_article=5326#nb12

Argentine

G Révoltes populaires et productions collectives à General Mosconi

General Mosconi, est située à 1800 kilomètres de Buenos Aires, au Nord de la Province de Salta, près de la frontière bolivienne. La région est la première productrice de Gaz et de pétrole de la Province de Salta et la deuxième d'Argentine. Cette ville de 20.000 habitants est au cœur des luttes des chômeurs (piqueteros) (5.000 sur les 8.000 travailleurs de la ville) depuis la privatisation d'YPF en 1992 au profit du groupe espagnol Repsol. Le Maire élu aux dernières élections avec un très fort taux d'abstention et de fortes suspicions de fraude électorale est membre du parti renouvateur, proche des militaires. Malgré un budget municipal largement alimenté par les entreprises pétrolières, 75 % des logements ne sont pas connectés au gaz naturel et 50 % n'ont ni fosse septique, ni raccordement au tout à l'égout. Des maladies mortelles comme la fièvre typhoïde, les cancers des appareils digestifs et les malformations congénitales se sont beaucoup développés depuis la privatisation d'YPF. La drogue et l'alcoolisme sont très présents. Le Maire a fait des appels à la population pour qu'elle engage des affrontements avec les piqueteros sur les barrages routiers, alors qu'aucune décision de justice ordonnant une expulsion n'avait été prise.

Quand les travailleurs licenciés d'YPF sont arrivés en fin de droit en 1996, la situation sociale et politique s'est très vite dégradée, la reconversion des travailleurs en commerçants ou en petits fournisseurs de services aux compagnies pétrolières a échoué. En 1997, les affrontements entre les habitants et la gendarmerie ont opposé plusieurs milliers de protagonistes de chaque côté. Ces événements ont été qualifiés de « pueblada », révolte populaire massive. La résistance victorieuse a permis d'arracher des allocations pour les chômeurs et de mettre fin aux coupures d'électricité pour non paiement des factures.

En avril 1996, l'Unión de los Trabajadores Desocupados (UTD) General Mosconi, a été créée. Sa première action a été l'occupation du Conseil municipal pendant 23 jours. Elle a obtenu les premiers Plans d'allocations mensuelles pour les chômeurs en fin de droit et des sacs de nourriture.

Après le second grand barrage de route, en décembre 1999, l'UTD General Mosconi a reçu les premières allocations administrées directement par l'organisation sans passer par la tutelle de la Municipalité qui distribuait les aides dans une logique de clientélisme. Ils refusent l'institutionnalisation de leur mouvement, la gestion des productions en coopératives, les assemblées générales consommatrices de temps et génératrices de conflits. Ils s'appuient sur une fondation qui reçoit les financements correspondant aux allocations de l'état pour leurs membres et aux facturations de leurs productions. Pour certains projets comme les constructions de pavillons, les travaux sont gérés par 20 coopératives regroupant 320 travailleurs. Face à la défaillance des politiques publiques et dans le contexte très hostile des autorités locales corrompues et réactionnaires avec des relents colonialistes et nostalgiques des dictatures militaires, le mouvement est multiforme : à la fois syndicat, comité de lutte, municipalité alternative, ONG, centre social, bâtisseur, structure de travaux publics, producteur, agriculteur. En 2000 les écoles de la ville ont été refaites pendant les vacances d'été. Le Centre Communautaire d'éducation technologique Universitaire pour le développement durable a été créé et appelé JU.VE.GO.SA.BA. pour les cinq tués par la répression à General Mosconi: Justiniano, Verón, Gómez, Santillán, Barrios.



Les autres réalisations de l'UTD :

- Construction d'un quartier de 160 pavillons sur des terres concédées par le gouvernement suite aux luttes
- Construction de canaux
- Construction de routes avec des normes de qualité et à des coûts inférieurs à celui des entreprises contractualisées habituellement par la Municipalité en dehors de toute transparence
- Ramassage des fûts après l'abattage des arbres centenaires dans le cadre du déboisement des terres destinées à la culture du soja transgénique, avec un camion arraché aux entreprises pétrolières suite à des blocages de routes.
- Fabrication de meubles, portes et fenêtres en bois dur venant du ramassage avec des machines outils « récupérées »
- Atelier de mécanique, soudure et métallurgie pour la construction de

charpentes métalliques. Aussi centre de formation pour les jeunes, dont certains sont toxicomanes

- Pépinière de centaines de plants d'arbres autochtones pour le reboisement installée dans des tours pétrolières métalliques couchées à l'horizontal
- Maraîchers communautaires, vergers avec Goyaves, papayes, mangues et élevages de porcs
- Atelier de couture avec une vingtaine de machines à coudre
- Récupération de bouteilles plastiques et compression pour recyclage avec une machine arrachée à une entreprise pétrolière

Dans la région, la population indigène est majoritairement Wichi et vit dans des conditions très difficiles. Elle est régulièrement chassée de ses terres par l'extension des monocultures. L'UTD a établi des liens de coopération avec ces communautés en se fournissant chez eux en briques pour les constructions. A leur demande, l'UTD a construit une dizaine de logements avec des charpentes métalliques et un système de récupération des eaux de pluie. La combativité, l'énergie, la mobilisation et les résultats de l'UTD sont impressionnants. Mais elle est menacée par le harcèlement des autorités locales et par le refus d'octroyer des commandes de travaux pour favoriser les entreprises « amies ». Elle participe aux rencontres nationales des entreprises récupérées mais les tentatives de coopération pour écouler leurs productions de portes et fenêtres avec les autres entreprises du bâtiment n'ont pas encore abouti. Leur refus de la participation des partis politiques dans leur fonctionnement a distendu les rapports avec la gauche radicale. L'UTD ne fait plus une priorité, comme d'autres mouvements *piqueteros* non proches du gouvernement, de la lutte pour l'obtention des allocations « plan Trabajar » distribuées par le gouvernement pour favoriser le développement des structures de production par les chômeurs. L'UTD considère avoir passé une étape dans l'organisation des productions collectives. Sa priorité s'est centrée autour de l'attribution des travaux de marché public et sur la reconnaissance de ses activités par les autorités locales.

Pierre Grenet



Bolivie : Evo Morales annonce Un Sommet Climatique Alternatif pour avril 2010

La défense de la vie, de l'humanité et des droits de la Terre-mère ne sera possible qu'avec le changement de la politique mondiale afin d'empêcher que le réchauffement globale menace la survie sur la planète, a déclaré en décembre dernier le président Evo Morales Ayma. Dans une conférence de presse au le Palais du Gouvernement, le Chef d'État a dit qu'avec cet objectif la Bolivie doit "prendre l'initiative de convoquer un Sommet Mondial des Peuples sur le Changement climatique pour la défense de l'humanité, de la vie et de la planète" pour qu'il ai lieu en avril prochain. Il a noté sa conviction que l'échec du conclave présidentiel de Copenhague, est dû au fait que les nations industrialisées ont seulement choisi d'analyser les effets du changement climatique et non pas les causes. "Les causes du réchauffement global de la planète vient de l'industrialisation illimitée et déraisonnable promu par les grandes puissances qui ont contaminé l'atmosphère et mettent en danger la vie des êtres vivants, et pas seulement des humains", a-t-il souligné.

Il a regretté que certains des présidents de ces nations "préfèrent opter pour l'argent et les gains et non pour la défense de la vie". "Il est nécessaire que les gouvernants choisissent de contribuer à la vie pour sauver l'humanité et non pour la tuer", a-t-il remarqué. Le Chef d'État bolivien a rejeté de manière ferme le fait que la Bolivie, le Venezuela et la Chine aient été les responsables de l'échec du Sommet de Copenhague. Il a fait remarqué qu'au contraire, leurs représentants ont défendu la nécessité que les nations changent de posture pour défendre la Terre-mère. "Il faut que le monde et ses représentants aient une vision claire pour identifier les vrais dangers qui menacent le survie sur la planète et pour adopter des mesures contre la contamination environnementale et le changement climatique", a-t-il ajouté. Morales a dit que les pays industrialisés considèrent, par exemple, qu'il est encore possible d'avoir une élévation de la température globale de deux degrés centigrades sans avoir de conséquences mesurables.

Il a indiqué qu'actuellement nous sommes à 0,7 degrés centigrades au dessus de la normale et l'ont constate déjà des problèmes et des catastrophes qui questionnent la survie sur la planète, comme la fonte des glaciers et d'autres phénomènes climatiques. "Une élévation de la température mondiale de deux degrés centigrades serait une menace pour la survie du monde, à tel point que les eaux des océans monterons jusqu'à provoquer la disparition d'îles où vivent des êtres humains", a-t-il souligné. Le Président bolivien a expliqué qu'au Sommet Mondial des Peuples sur le Changement climatique qui aura lieu en Bolivie, ce ne seront pas les présidents des pays intéressés et préoccupés de cela qui seront invités, mais des experts, des académiciens et des représentants des organisations sociales. "L'objectif est d'obtenir une position de consensus pour la soumettre au prochain Sommet sur le Changement climatique qui se déroulera en décembre 2010 au Mexique", a dit le Chef d'État. Il a dit qu'il est grand temps que les nations industrialisées se convainquent de l'importance de la Terre-mère pour la vie des humains. "Les Droits de la Terre-mère sont plus importants que nos propres Droits de l'homme", a-t-il dit, après avoir fait remarquer que la Terre peut vivre sans l'homme, mais pas le contraire. Il a mis l'accent sur la décision de l'ONU d'approuver la Résolution qui promeut l'harmonie avec la nature, ce qu'il a qualifié comme un pas important pour que la communauté internationale approuve finalement la "Déclaration Universelle des Droits de la Terre-mère".

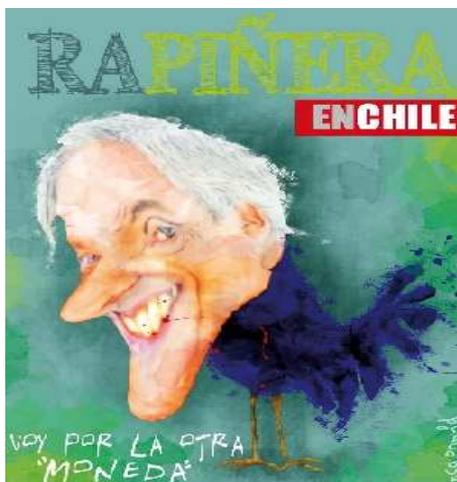
Il a souligné qu'un premier pas a été fait avec la Déclaration Internationale les Droits des Peuples Indigènes, qui sont les principales vigies des ressources naturelles qui permettent à l'humanité de vivre. Morales a précisé qu'au Sommet Mondial des Peuples seront définis les propositions qui seront présentée en décembre prochain au Mexique avec l'intention de provoquer un changement dans les politiques actuelles qui, loin de résoudre le problème du changement climatique, laissent la situation empirer et placent le monde au bord de l'abîme.

Adalid Cabrera Lemuz - Source: Servindi / Traduction: www.primitivi.org

Chili. Retour de bâton

Après 20 ans de gouvernement néolibéral de centre-gauche (social-démocrate et démocrates-chrétiens), la droite remporte les élections. Le multimillionnaire chilien Sebastian Piñera a savouré sa victoire aux élections présidentielles, le 17 janvier, devant des milliers de sympathisants. Il est élu président de la République au second tour, avec 51,6% des voix, à la tête d'une coalition qui regroupe la droite libérale (Rénovation nationale) et les secteurs réactionnaires (Union démocratique indépendante) qui ont soutenu directement la dictature militaire de Pinochet (1973-1989). Face à lui, l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei obtient 48,4% des votes à la tête de la Concertation, une coalition de sociaux-démocrates et de démocrates-chrétiens, au gouvernement depuis 1989. Cette alternance met fin à quatre mandats successifs de la coalition social-libérale qui s'est largement adaptée au modèle néolibéral hérité de la dictature, tout comme à la Constitution autoritaire de 1980, amendée mais jamais remise en cause. Il s'agit d'un tournant politique. La Concertation est en crise et n'apparaît plus comme une option stable au service des classes dominantes. Cela s'est vu dès le premier tour, avec les 20% obtenus par le candidat dissident Marco Enriquez Ominami, issu de la Concertation, qui mélangeait quelques mesures progressistes avec un programme économique libéral. Face à cet immense marketing politique, le Parti communiste chilien et ses alliés ont proposé la candidature de Jorge Arrate, ex-ministre de la Concertation, et un programme appelant à des réformes sociales combiné à

une alliance «instrumentale», au niveau des élections législatives, avec la Concertation, afin de rompre avec leur «exclusion institutionnelle».



Ainsi, aucun porte-parole des classes populaires indépendant n'était présent dans cette campagne. La gauche radicale, notamment le jeune Mouvement des peuples et des travailleurs (MPT), qui regroupe plusieurs petites organisations anticapitalistes, a fait campagne pour «annuler le vote», dénonçant cette absence d'alternative. Le retour de la droite chilienne est historique: le dernier président de droite élu est Alessandri en 1958. Désormais, c'est un représentant direct de la bourgeoisie qui sera aux commandes. Surnommé le «Berlusconi chilien»,

Piñera est un entrepreneur qui s'est enrichi durant la dictature. Il contrôle une des principales chaînes de télévision du pays, la compagnie d'aviation Lan Chile et un important club de foot. Face à une droite «décomplexée» qui va accroître la marchandisation du Chili, la répression des mouvements sociaux et peser sur l'échiquier régional en s'alignant sur la Colombie et les États-Unis, le défi est bien la reconstruction d'une gauche anticapitaliste: «une alternative politique indépendante des intérêts des classes au pouvoir et de leur expression politique», comme se propose de le faire le MPT aux côtés du mouvement populaire.

Franck Gaudichaud

Appel national en faveur de l'Initiative Yasuni-ITT - Équateur **Laissons le pétrole sous terre !**

Nous, citoyens, militants pour l'environnement, collectifs et organisations écologistes, associations, partis politiques et syndicats, dénonçons l'échec du Sommet de Copenhague et appelons le gouvernement français et l'Union européenne à soutenir l'initiative Yasuni-ITT en Equateur. Le projet ITT (sigle venant du nom des trois forages d'exploration qui se trouvent dans la zone: Ishpingo-Tambococha-Tiputini), porté par des mouvements sociaux, est une des initiatives proposée par gouvernement équatorien afin de lutter contre le réchauffement climatique global. Il s'agit de ne pas exploiter quelque 850 millions de barils de pétrole situés dans le Parc Yasuní, une réserve naturelle qui contient une des plus importantes biodiversité dans le monde et qui est habitée par des communautés

indigènes d'Amazonie, les Tagaeri, les Taromenane et les Oñamenane (qui font partie de la nationalité Waorani). L'Équateur possède une économie basée principalement sur la rente du pétrole qui représente 22,2% du PIB, 63,1% des exportations et 46,6% du Budget Général de l'État, pour l'année 2008. Les réserves de l'ITT représentent environ 20% des réserves totales connues dans le pays. C'est donc une manne financière dont un pays aussi pauvre que l'Équateur ne peut se passer. Pourtant, la proposition du gouvernement équatorien est de ne pas exploiter ces réserves d'énergie



fossile, alors que l'exploitation de ce pétrole lourd, pourrait rapporter à l'État entre 5 et 6 milliards de dollars (avec un prix d'environ 70 dollars le baril).

En échange, l'Équateur, partant du principe onusien de responsabilité commune mais différenciée pour les problèmes environnementaux globaux, demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50% de la manne financière dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole. En effet, éviter les émissions d'environ 410 millions de tonnes de CO2, favoriser la conservation de la biodiversité en Amazonie, éviter la déforestation, respecter les droits des peuples indigènes qui habitent cette terre, apportent des bénéfices à l'humanité dans son ensemble. C'est un pas vers la reconnaissance du climat comme bien public mondial et de la dette écologique des pays les plus pollueurs.

L'échec du Sommet mondial de Copenhague qui devait aboutir à un accord contraignant sur la réduction des gaz à effet de serre, afin de prolonger le Protocole de Kyoto pour la période après 2012, nous conduit à mettre nos gouvernements devant leurs responsabilités, notamment pour qu'ils s'engagent à appuyer des initiatives existantes. Le projet ITT représente en effet une amorce de transition écologique pour aller vers un modèle alternatif de développement non productiviste et respectueux de la «Madre Tierra», de la nature, pour l'Équateur et le reste du monde.

Il ne s'agit plus de faire des discours d'intention sur les impacts du réchauffement global et du changement climatique. Le monde a besoin d'actions concrètes et de la mise en place de véritables politiques publiques en matière d'écologie, appuyées sur les mouvements sociaux et les

peuples concernés. Le projet ITT, menacé aujourd'hui par l'absence d'engagements qui conforte ceux qui s'y opposent, est une des premières initiatives qui va dans ce sens-là ; il représente un exemple pour que l'économie post-pétrolière et la justice climatique deviennent réalité. Nous appelons le gouvernement français ainsi que l'Union européenne à suivre l'exemple de l'Allemagne (qui s'est engagée à financer ce projet à hauteur de 50 millions d'euros par an, pendant 13 ans) et à apporter leur contribution, financière afin que l'Initiative Yasuni-ITT puisse se réaliser. Nous appelons aussi le gouvernement équatorien à poursuivre son projet, en lien avec les mouvements sociaux qui le portent. Enfin, l'échec des négociations de Copenhague a montré qu'il était plus que jamais nécessaire que l'ensemble des mouvements sociaux et les sociétés se réapproprient le débat. C'est pourquoi nous nous engageons à nous mobiliser collectivement pour soutenir l'Initiative Yasuni-ITT et invitons les mouvements sociaux, les mouvements écologistes et plus globalement le mouvement altermondialiste à soutenir cet appel.

Premiers signataires : ATTAC France ; Association Anciela ; Association France Amérique latine ; Parti de Gauche ; Nouveau Parti Anticapitaliste

Plus d'informations :

<http://www.yasuni-itt.gov.ec/>

<http://www.sosyasuni.org/fr/>

Mineurs du Mexique en lutte

Le gouvernement mexicain tente d'en finir avec un conflit qui dure depuis juillet 2007 entre les mineurs de la mine historique de Cananea et leur patron du Groupe Minera México pour non respect des conventions collectives et absence de sécurité sur les installations. Adhérents du Syndicat national des travailleurs mineurs, métallurgistes, sidérurgistes et assimilés, ils viennent de subir la scandaleuse décision du Tribunal chargé des affaires du travail qui nie la légalité de cette grève, l'une des plus longues de l'histoire minière du pays. Les ouvriers se disent prêts à se défendre jusqu'au bout, et selon leurs déclarations, s'il le faut « au prix de leurs vies ». Leurs luttes s'étendent sur le plan national avec désormais des mouvements de grèves dans d'autres mines de l'Etat de Sonora, Zacatecas, Taxco et Guerrero. Le patronat a même fait venir l'armée et la police fédérales dans la mine et, comme mesure de pression, a retiré l'accès aux services médicaux, le gaz et l'électricité aux grévistes et à leurs familles.



lieu de travail des ouvriers, la restitution de leurs droits ainsi que les services de base, et le respect du droit de grève, selon l'article 123 de la Constitution mexicaine et le code du travail en vigueur.

Plus d'informations :

www.jornada.unam.mx/2010/02/13/index.php?section=edito

Le NPA se joint à l'appel des mineurs de Cananea et demande le retrait des forces armées et de la police sur

NPA Vidéo : « Un Zanon chez les Molex... »

Le NPA 31 a fait venir à Toulouse Reinaldo Gimenez, ouvrier de l'usine récupérée Zanon-Fasinpat, pour une conférence. Les molex étaient en lutte en plein lock-out patronal, Reinaldo est venu parler de l'expérience des Zanon à Villemur sur Tarn.

<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com/2010/01/un-zanon-chez-les-molex.html>

AGENDA

Cycles de conférences pour les 40 ans de France Amérique Latine (FAL) :

* Littérature et théâtre latino-américains : lieux de mémoire / 9 Mars 2010 à 21h00

Maison de l'Amérique Latine

217 boulevard Saint Germain, Paris 6ème

* Théologie de la libération aujourd'hui et perspectives / 31 mars 2010 à 19h00

Espace Niemeyer Place du Colonel Fabien

75019 Paris

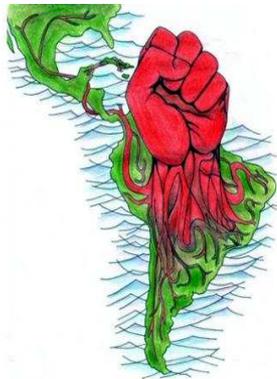
* De l'autre côté de la mémoire : quand les femmes filent en Amérique latine

16 avril 2010 à 18h30

Maison de l'Amérique Latine

217 boulevard Saint Germain, Paris 6ème

www.franceamericuelatine.org



Conférence climatique à Cochabamba, Bolivie

Quelques jours après le sommet sur le réchauffement climatique à Copenhague, les réseaux militants recevaient une invitation signée d'Evo Morales pour une "Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la "Terre-Mère".

19 à 22 avril 2010

La conférence a six objectifs :

- causes structurelles du changement de climat et solutions au bien être de l'humanité en harmonie avec la nature,
- "Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère",
- nouvel accord dans le cadre de l'ONU,
- organisation d'un Référendum mondial des peuples sur le changement climatique,
- plan d'action pour la création d'un tribunal international pour la justice climatique,
- stratégies d'action et de mobilisation sur le changement climatique et les droits de la "Terre-Mère".

V Forum urbain mondial

22-26 mars - Rio de Janeiro / Brésil

Contre-sommet de Madrid / Enlazando alternativas

14 au 18 mai / Espagne : Un numéro spécial de votre bulletin préféré sera consacré à ce contre sommet dans lequel le NPA sera très actif (à paraître en avril) !

Festival de cinéma argentin militant « L'Argentine proteste et invente » : organisé par le Collectif *Pico y Pala* / Du 5 au 11 avril 2010 / Pour plus d'information : <http://picoypala.canalblog.com>

Elections en Amérique latine :



Passé sous silence des grands médias, pour la première fois, l'Amérique latine se prépare à l'élection au suffrage universel du Parlement du Mercosur (Parlasul), institution qui suit plutôt le modèle de l'Union européenne. Siégeant à Montevideo jusqu'à cette date, les représentants étaient choisis sur indication des congressistes des Parlements nationaux, sans participation populaire. Le Parlement du Mercosur est composé de pays membres : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela et de pays associés (avec droit de s'exprimer, mais sans droit de vote) : Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Pérou.

Bolivia : avril – régionales et municipales

Brésil : octobre – présidentielles, législatives fédérales et des états, sénatoriales.

Colombie : mars – législatives et mai – présidentielles

Paraguay : novembre – municipales

Uruguay : mai – municipales

Venezuela : septembre – législatives

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : ameriqueslatinesenlutte@gmail.com

2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil – Tél.: 06 06 75 11 09 / www.npa2009.org

VISITEZ NOTRE BLOG : <http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>